



CÉDRIC FERRARI/ICFA

La FNPL estime qu'il faudrait une augmentation du prix du lait de 50 à 60 €/1 000 l pour faire passer le cap aux éleveurs.

PLAN CASI

Insuffisant pour les éleveurs, déplore la FNPL

■ La Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) regrette que le plan sécheresse du gouvernement ne compte pas de mesures « pour préserver les UGB ».

« Le plan Casi (climat, adaptation, sécheresse, incendies), c'est le plan quasi rien du tout ! Il nous a fortement déçus », a déclaré le président de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) le 16 septembre dernier, au Space, à Rennes. Si Yohann Barbe reconnaît l'effort du gouvernement avec ce plan d'un milliard d'euros destiné à aider les agriculteurs face à la sécheresse, il déplore qu'aucune annonce ne soit spécifiquement en faveur des éleveurs. « Il ne comprend pas de mesures pour préserver les UGB, il manque des perspectives dans ce plan pour que les éleveurs s'y retrouvent », estime-t-il, ajoutant que la FNPL avait demandé une aide au transport de fourrage ou encore des prêts pour l'achat de fourrage.

Pascal Clément, président de section laitière de la FRSEA de l'Ouest, rapporte des pertes de fourrage allant jusqu'à 70 % dans certaines exploitations. « La situation est compliquée et grave et, en parallèle, la valorisation du lait

est en recul. Les producteurs sont dans un désarroi total, le moral n'y est pas », se désole-t-il.

RISQUE DE DÉCAPITALISATION

Face à ces difficultés, « les producteurs attendent un geste sur le prix du lait », alerte Stéphane Joandel. L'éleveur et vice-président de la FNPL souligne que l'indicateur du prix de revient du Cniel (Centre national interprofessionnel de l'économie laitière) se situe à 482 euros pour 1 000 litres en lait conventionnel de plaine pour 2025 et ne tient pas compte de l'augmentation récente des charges.

« Nous ne pouvons pas rester à des prix de 400 euros pour 1 000 litres. Il manque une centaine d'euros pour faire face. Tout le monde [tous les maillons de la filière, NDLR] doit prendre ses responsabilités, il faut entre 50 et 60 euros pour 1 000 litres pour faire passer le cap à nos agriculteurs », lance-t-il, sans quoi la décapitalisation des cheptels risque de s'accroître. ■ Marie Salset

LAIT

PRIX DE REVIENT 2025

L'indicateur prix de revient

publié par le Cniel (et calculé par l'Idel) s'établit à 482 €/1 000 l pour 2025 en système de plaine conventionnel, à 538 €/1 000 l en conventionnel de montagne, 560 €/1 000 l en biologique de plaine et 615 €/1 000 l en bio de montagne. Il ne tient pas compte de l'augmentation des charges d'énergie, de carburant et d'alimentation de 2026.

Le prix de revient est égal au coût de production de l'atelier lait duquel sont déduits le montant des aides et les autres produits affectés à l'atelier (ventes des veaux, vaches de réforme, etc.). ■

- 1,1 MILLION

Il s'agit du nombre de vaches que la France a perdu en dix ans. Avec une baisse annuelle moyenne de 1,6 %, le cheptel a chuté à 6,4 millions de têtes en 2025 par rapport à 2015. La décapitalisation a été légèrement plus marquée dans les élevages laitiers (- 15,9 %) que dans les allaitants (- 13,4 %). ■